

Faut-il une agence spatiale belge?

PHILIPPE METTENS

Président du Comité de direction de Belspo (Service public fédéral Politique scientifique).

La presse a récemment révélé sous la plume de Christian Du Brulle⁽¹⁾, le contenu du mémorandum de Belgospace, la fédération industrielle du spatial, membre d'Agoria et adressé aux formateurs du futur gouvernement fédéral.

On y fait allusion, assez classiquement, à une demande d'augmentation des budgets (publics) du spatial. Si cette demande peut sembler ambitieuse dans le contexte budgétaire dans lequel le gouvernement fédéral évoluera dans les années à venir, c'est le paragraphe de conclusion de la note officielle des industriels qui nous a frappés: «Si (nous soulignons le «si») une réforme de l'administration est prévue dans le programme du nouveau gouvernement, le moment est aussi venu de revoir la gouvernance du spatial en Belgique, à l'instar par exemple de ce qui s'est fait dans tous les pays européens qui se sont dotés d'une Agence spatiale nationale».

Des retombées 4 à 5 fois supérieures...

Rappelons que la politique spatiale en Belgique est de compétence fédérale et qu'elle constitue une des plus belles «success stories» industrielle de notre pays. Cette réussite est également, faut-il le rappeler, le fruit des investissements constants mis en œuvre par les pouvoirs publics (Belspo) qui ont permis, durant 30 ans, de constituer un véritable tissu industriel et scientifique de très haut niveau. De niveau international.

Les retombées industrielles sont considérables puisqu'elles sont de 4 à 5 fois supérieures au montant nominal de l'investissement public. Ainsi, aujourd'hui, plusieurs milliers d'emplois de haute qualification sont directement soutenus via ces 200 millions d'euros en base annuelle investis par la Politique scientifique fédérale qui, depuis les origines, a décidé de faire de l'Agence spatiale européenne (ESA), «son» Agence (nous souli-

gnons le «son»).

Grâce à cette organisation et ces budgets fédéraux, la Belgique occupe la 4^{ème} place des États membres de l'ESA. La deuxième place en budget par habitant. Chacun et en particulier les industriels ont toujours loué «l'efficacité» et la «souplesse d'organisation» du Service spatial de Belspo où le moindre euro investi va... aux activités spatiales en minimisant les coûts de fonctionnement. Rappelons à cet égard qu'à l'instar de toutes les activités de Belspo, le service spatial est certifié ISO-9001!

Alors pourquoi plaider aujourd'hui pour une agence belge dont les coûts de fonctionnement seraient incontestablement plus élevés et ce, dans un contexte général d'économies dans la fonction publique et de rationalisation au sein de tous les Services publics fédéraux?

Une agence mais pourquoi donc?

Approfondissons donc le point de vue des industriels. Citons Patrick Bury, directeur général adjoint de Thales Alenia Space (ETCA) à Charleroi dont les propos sont repris dans l'Echo du 19 septembre: «Quand les agences spatiales française, allemande, italienne sont présentes à une négociation, nous ne sommes représentés que par des délégués du gouvernement belge. Nous avons l'impression d'être relégués dans une autre catégorie d'interlocuteurs».

Qu'en est-il en réalité? Peut-on objectivement comparer le poids de la Belgique (187 millions d'euros de dotation à l'ESA) à celui de la

France, de l'Allemagne ou de l'Italie spatiale qui investissent, respectivement, 747 millions, 773 millions et 400 millions d'euros? Constituée en agence et à budgets constants, on voit mal en quoi ce poids relatif de la Belgique dans ces négociations augmenterait.

Cet argument ne cacherait-il pas autre chose?

Certes, les négociations pour la constitution du futur gouvernement fédéral inquiètent. On craint des économies, des réorganisations administratives. Les industriels du spatial se font donc entendre. Mais on oublie une chose essentielle

dans ce débat, c'est que c'est le gouvernement fédéral lui-même qui est responsable de la fragilisation et de l'affaiblissement de la représentation belge à l'ESA, aujourd'hui stigmatisée par les industriels.

Parachute doré

En effet, en 2003, le gouvernement a-t-il ainsi décidé de confier à un tiers, extérieur à Belspo, la direction de la délégation belge à l'ESA. Il l'a confiée à titre de compensation à un fonctionnaire ayant échoué dans les épreuves de sélection organisées dans le cadre de la réforme Copernic. Un parachute doré. Cette personne a donc été nommée «Ambassadeur» et «Haut représentant» pour les questions spatiales. Coût: 500.000 euros/an (salaire complémentaire, voiture, chauffeur, collaborateurs...).

C'est donc elle et elle seule qui est en charge de la représentation de la Belgique à l'ESA et des difficultés qui semblent exister aujourd'hui aux yeux des industriels. Ajoutons que ce «Haut représentant» plaide de manière ininterrompue et depuis sa nomination, contre vents et marées, pour cette agence contre laquelle les industriels se sont toujours battus. À cet égard, leur position n'a absolument pas changé.

Alors pourquoi jeter le bébé avec l'eau du bain? Le service spatial belge et ses collaborateurs, agissent avec professionnalisme et efficacité depuis de nombreuses années à la satisfaction de tous, industriels et scientifiques.

C'est grâce à leur travail que la Belgique a pu développer une excellence qui fait d'elle un interlocuteur respecté au niveau international. Ne changeons donc pas une organisation qui a prouvé son efficacité au profit d'un nouveau modèle dont on ignore la valeur ajoutée éventuelle et qui sera incontestablement plus coûteuse.

Rendons simplement à Belspo le soin de porter efficacement comme il le fit jadis, les intérêts des scientifiques et des industriels belges à l'ESA.

⁽¹⁾ Daily Science 18 septembre et l'Echo 19 septembre